



Afedie dévoile ses grandes ambitions pour 2027-2029



Siège : Biyem-Assi Yaoundé

Rec. N° 00074/RDDJ/06/BASC

E.mail : letendard.hebdo@gmail.com

Cameroun : 400 FCFA / Tchad : 500 FCFA / Afrique Centrale : 600 FCFA--- L'Etendard N° 096 du 10 Juin 2026

L'ÉTENDARD

Hebdomadaire d'enquêtes et d'informations générales

Fondateur-Directeur de Publication : Charles Chacot CHIME

BP : 13501 Yaoundé

Tél. (+237) 699 594 351/ 679719956



L'arrêt des activités de l'usine Cimencam de Figuil n'est pas seulement une mauvaise nouvelle pour l'industrie du ciment. C'est surtout un aveu brutal de l'échec d'une gouvernance qui a fait des promesses grandioses sa principale politique publique

Lire en page 5

GOVERNANCE

CIMENCAM A FIGUIL : QUAND LES PROMESSES DU GOUVERNEMENT S'ÉTEIGNENT AVEC LA LUMIÈRE



GCE BOARD

Lire en page 6

Quand yaoundé entre par la porte, les épreuves sortent par la fenêtre



GOVERNANCE

Lire en page 5

Cameroun : un État, trois administrations, et zéro ampère de cohérence



J'accuse !

Le silence des autorités fabrique la guerre tribale

Le Cameroun joue avec le feu

Par Charles Chacot CHIME, journaliste de veille

Et comme souvent dans ce pays, pendant que la fumée monte, les responsables regardent ailleurs, organisent des séminaires sur le « vivre-ensemble », prononcent des discours en français administratif impeccable... puis rentrent dormir, pendant que les braises du tribalisme consomment lentement la maison commune.

J'accuse.

J'accuse les autorités administratives qui regardent prospérer des discours de haine dans les quartiers, les médias, les réseaux sociaux et parfois même dans les institutions publiques, sans réaction ferme, sans poursuites exemplaires, sans pédagogie nationale.

J'accuse les autorités judiciaires qui semblent parfois plus rapides à poursuivre un humoriste, un opposant ou un lanceur d'alerte qu'un

propagateur méthodique de haine tribale. Depuis quand l'incitation au mépris ethnique est-elle devenue une simple opinion au Cameroun ? Depuis quand appeler à l'exclusion d'un peuple est-il considéré comme une humeur passagère ?

J'accuse les responsables politiques qui, le jour, parlent d'unité nationale et, la nuit, manipulent les appartenances ethniques comme des bulletins de vote. Le tribalisme est devenu une monnaie politique : on l'alimente discrètement, on le nie publiquement, puis on s'étonne qu'il prospère.

Dans ce théâtre de l'hypocrisie, certains découvrent soudainement les vertus de la République lorsqu'ils sont eux-mêmes victimes de ce poison qu'ils ont longtemps laissé couler.

J'accuse aussi certaines autorités traditionnelles qui, au lieu d'être des ponts entre les peuples, deviennent parfois des forteresses identitaires, gardiennes d'un "nous contre eux" dangereux. La tradition ne devrait

jamais servir de refuge à la haine.

Pendant ce temps, dans les taxis, les marchés, les bureaux, les universités et surtout sur les réseaux sociaux, le poison se banalise.

On entend : — « eux-là sont comme ça » ; — « ce groupe veut contrôler le pays » ; — « il faut se méfier d'eux » ; — « ils ne pensent qu'à l'argent » ; — « eux ne méritent pas ceci ».

À force de plaisanter avec les clichés, on finit par normaliser la haine.

À force de laisser faire, on transforme les frustrations économiques en conflits ethniques.

À force de silence, on prépare les tragédies.

L'histoire africaine et mondiale est pourtant sans pitié envers les peuples qui minimisent les discours de haine. Aucun pays ne bascule dans la fracture identitaire en une nuit. Cela commence toujours par des mots. Des insinuations. Des boucs émissaires. Une banalisation. Une tolérance coupable. Puis un jour, on découvre trop tard que le monstre a grandi sous les applaudis-

sements des silencieux.

Le Cameroun semble croire qu'il possède une immunité mystique contre la guerre tribale.

Quelle dangereuse illusion.

Quand le chômage écrase les jeunes, quand la pauvreté humilie les familles, quand les frustrations sociales s'accumulent, le tribalisme devient le raccourci préféré des démagogues : on ne combat plus les injustices, on cherche un groupe à détester.

Et dans ce marché de la colère, les Bamiléké sont devenus, chez certains, les suspects permanents. Une bamiphobie décomplexée s'installe parfois avec une insolence inquiétante : accusations collectives, caricatures, soupçons automatiques, propos déshumanisants. Comme si un peuple entier pouvait être réduit à un stéréotype.

Mais qu'on aime ou qu'on n'aime pas une communauté, une vérité demeure : on ne construit pas le Cameroun contre une ethnique.

On ne construira jamais le Cameroun sans les Bamiléké.

Et les Bamiléké eux-mêmes ne construiront jamais le Cameroun sans les autres peuples.

Le Cameroun n'est ni une juxtaposition de tribus méfiantes, ni une compétition ethnique pour le contrôle des ruines. Le Cameroun est un destin partagé — ou un échec partagé.

Ceux qui applaudissent aujourd'hui les humiliations ethniques devraient méditer une leçon simple : le feu identitaire n'a jamais de propriétaire. Celui qui brûle la maison du voisin oublie souvent que le vent change de direction.

Le plus grave n'est même plus le tribalisme.

Le plus grave, c'est son impunité.

Le plus grave, c'est le silence officiel.

Le plus grave, c'est cette étrange paresse institutionnelle face à une menace pourtant évidente.

Car le silence de l'État face à la haine n'est jamais neutre.

Il finit toujours par ressembler à une permission.

Et l'histoire, elle, ne pardonne jamais les silences complices.

CamerounWeb



BABA, AIDE-MOI À DEVENIR MINISTRE.
Y'A 4 POSTES VACANTS ET LE PRÉSIDENT
REFUSE CARRÉMENT DE NOMMER
QUI QUE CE SOIT.

...JE VEUX QUE TU MÉLANGES SON CERVEAUX,
QU'IL ME VOIES DANS TOUS SES RÊVES, ET
QU'IL ME NOMME MINISTRE.

OK SANS SOUCIS,
C'EST UN PETIT PROBLÈME.
ON VA SACRIFIER
100 CHEVAUX BLANCS



L'ÉTENDARD
Journal d'opinion et d'actualités générales

Edité par
LUCHA

Siège social:
Biyem-Assi Yaoundé
BP : 13501 Yaoundé

Tél. (+237) 699 594 351 / 679719956
E.mail : letendard.hebdo@gmail.com

Fondateur-Directeur de Publication
Charles Chacot CHIME

Rédaction en chef
Charles Chacot CHIME

Equipe de Rédaction
Charles Chacot CHIME, Tshiabien nang
Mboutni, Chamberlain Messina, Nkouassa,

Djila Otis Clovis, Beauclair Yomi
Correspondant Paris-France

Beauclair Yomi

24 Rue Le Sueur, 75116 Paris. 01 75 34 60 81
06 19 63 68 94

Montage
Alain Giresse

690 465 121

Imprimerie

JV Graf

Distribution
Çedipresse

Tirage
2 000 exemplaires

Directeur général
Charles Chacot CHIME

Afedie dévoile ses grandes ambitions pour 2027-2029

Par la rédaction

L'Association des Femmes de la Dignité et de l'Excellence (AFEDIE) poursuit son ascension et affiche désormais des ambitions de grande envergure. Les activités organisées les 29 mai et 6 juin 2026 à Yaoundé ont permis à cette organisation féminine de mettre en lumière sa vision stratégique tout en renforçant son engagement humanitaire.

Le 29 mai 2026, l'association a ouvert les festivités avec une Masterclass en Marketing Digital et Entrepreneurat organisée au « Soooo Good Place ». Trente femmes y ont été formées sur les thématiques de l'entrepreneuriat féminin, du leadership féminin et de la digitalisation.

Présidée par la Mairaine de l'AFEDIE, Madame Marie BRUGEAUX NGO BIKES, cette session de renforcement des capacités a bénéficié de la présence de représentants de la Mairie de Yaoundé III et du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille. Les participantes ont reçu des attestations sanctionnant leur formation.

L'événement s'est poursuivi avec l'Assemblée Générale Ordinaire de l'association sous la supervision d'un représentant du Ministère de l'Administration Territoriale. Les quarante-cinq participants ont validé les rapports d'activités couvrant la période 2023-2025, approuvé les états financiers et adopté le Plan d'Action 2026.



Ce plan prévoit notamment la mise en œuvre d'un partenariat avec l'association Take Care ainsi que l'organisation de la Grande Caravane Humanitaire de Noël qui se déroulera du 15 au 18 décembre 2026 à Yaoundé.

Mais c'est surtout la présentation des perspectives stratégiques 2027-2029 qui a retenu l'attention. L'AFEDIE entend notamment procéder à l'ouverture d'un orphelinat pour les enfants vulnérables, créer un Centre de Réinsertion Sociale destiné aux femmes et aux jeunes, étendre ses activités sur l'ensemble du territoire national et évoluer vers le statut d'Organisation Non Gouvernementale.

Pour soutenir cette vision, l'association a procédé à l'intronisation de trois Membres Bienfaiteurs et de douze Membres d'Honneur, désormais appelés « Ambassadeurs de la Dignité et de l'Excellence ». Ces personnalités auront pour mission d'accompagner

le développement et le rayonnement de l'AFEDIE.

L'organisation a également franchi une étape importante dans sa structuration institutionnelle avec l'adoption officielle de son hymne « Debout, Femmes de Dignité », la validation de son site internet www.afedie.org et la reconnaissance officielle de ses plateformes Facebook.

La célébration de l'excellence a constitué un autre temps fort de la journée grâce à la remise de six Awards récompensant le leadership, l'engagement, l'assiduité, la ponctualité, la communication digitale et la qualité de conduite des travaux associatifs.

Quelques jours plus tard, le 6 juin 2026, l'AFEDIE est revenue sur le terrain social avec une importante opération de solidarité à l'École Les Petits Mozart de Yaoundé. Environ quarante enfants ont bénéficié de dons offerts grâce au concours des



Établissements KBA et de DACAM, représentant de la marque ICRAFON au Cameroun.

Cette action illustre la volonté de l'association de conjuguer gouvernance, formation et humanitaire dans une même dynamique de développement. Depuis sa création en 2020 par Mme Ida Sandrine NGNOTUE FOTSO, inspirée par la vision de sa mère défunte Mme Marie Souzane

GAMGNE, l'AFEDIE poursuit son objectif de bâtir une société plus solidaire où les femmes jouent pleinement leur rôle de moteur du changement.

À travers ces différentes initiatives, l'AFEDIE confirme sa place parmi les organisations féminines les plus dynamiques de Yaoundé et affiche clairement son ambition de renforcer son impact au Cameroun et au-delà.

Afedie franchit un cap majeur entre formation, gouvernance et solidarité

Par la rédaction

L'Association des Femmes de la Dignité et de l'Excellence (AFEDIE) a vécu deux moments particulièrement marquants les 29 mai et 6 juin 2026 à Yaoundé. Entre renforcement des capacités des femmes, gouvernance associative et action humanitaire, l'organisation a démontré son engagement constant en faveur de la promotion féminine et du développement social.

La première étape de cette séquence s'est déroulée le 29 mai 2026 au « Soooo Good Place », au Carrefour Intendance – Artisanat à Yaoundé, avec une Masterclass en Marketing Digital et Entrepreneurat. Trente femmes ont bénéficié de cette formation axée sur l'entrepreneuriat féminin, le leadership féminin et l'initiation à la digitalisation. Une initiative qui s'inscrit pleinement dans la mission de l'AFEDIE visant à renforcer l'autonomisation économique et sociale des femmes.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par la Mairaine de l'association, Madame Marie BRUGEAUX NGO BIKES. Plusieurs institutions ont également marqué leur présence, notamment la Mairie de Yaoundé III et le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF), représenté par son Délégué départemental. À l'issue de la formation, des attestations ont été remises aux trente participantes.

Dans l'après-midi, l'AFEDIE a tenu son Assemblée Générale Ordinaire sous la supervision d'un représentant



du Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT). Quarante-cinq participants ont pris part à cette rencontre statutaire qui a permis l'examen et l'adoption des rapports d'activités 2023-2025 ainsi que du rapport financier.

L'assemblée a également adopté le Plan d'Action 2026 qui prévoit notamment un partenariat avec l'association Take Care et l'organisation de la Grande Caravane Humanitaire de Noël prévue du 15 au 18 décembre 2026 à Yaoundé. Les membres ont par ailleurs validé un réaménagement du bureau de l'association afin de mieux répondre aux ambitions futures de la structure.

L'AFEDIE a profité de cette rencontre pour dévoiler ses grandes orientations stratégiques pour la période 2027-2029. Parmi les projets majeurs figurent l'ouverture d'un orphelinat destiné aux enfants vulnérables, la création d'un Centre de Réinsertion Sociale pour les femmes et les jeunes, l'extension des

activités de l'association à l'échelle nationale ainsi que sa transformation en Organisation Non Gouvernementale (ONG).

L'Assemblée Générale a également été marquée par l'intronisation de trois Membres Bienfaiteurs et de douze Membres d'Honneur désormais reconnus comme « Ambassadeurs de la Dignité et de l'Excellence ». Ces personnalités ont été distinguées pour leur soutien moral, institutionnel et financier aux actions de l'association.

Dans sa dynamique de modernisation, l'AFEDIE a validé plusieurs outils institutionnels, notamment son hymne officiel intitulé « Debout, Femmes de Dignité », son site internet www.afedie.org ainsi que ses pages Facebook officielles.

La journée s'est achevée par une cérémonie de remise d'Awards récompensant six membres méritantes à travers les distinctions suivantes



: Prix de l'Excellence, Prix du Digital Impactant, Prix de la Ponctualité, Prix de l'Assiduité, Prix de l'Engagement Actif et Prix de la Meilleure Présidente de Séance.

Le 6 juin 2026, l'AFEDIE a poursuivi son action sur le terrain à travers une remise de dons en faveur d'environ quarante enfants de l'École Les Petits Mozart de Yaoundé, à l'occasion de leur cérémonie de fin d'année. Cette initiative a été menée en partenariat avec les Établissements KBA et DACAM, représentant de la marque ICRAFON au Cameroun.



Cette action humanitaire s'inscrit dans la continuité des engagements sociaux de l'association et prépare le terrain pour la Grande Caravane Humanitaire de Noël annoncée pour décembre prochain.

Fondée en 2020 par sa Présidente Fondatrice, Mme Ida Sandrine NGNOTUE FOTSO, dans le prolongement de la vision portée par sa défunte mère Mme Marie Souzane GAMGNE, l'AFEDIE confirme ainsi sa volonté de promouvoir la dignité, l'excellence et la solidarité au bénéfice des femmes et des populations vulnérables.

SDN30

Le mort-né qui peine à quitter la maternité

Par Nkouassa

Au Cameroun, nous avons une manière bien particulière de gérer les échecs. Ailleurs, lorsqu'une politique publique ne produit pas les résultats escomptés, on l'évalue, on la corrige ou on en tire les leçons. Chez nous, on change surtout le nom.

Ainsi, après le DSCE, présenté en son temps comme le véhicule de la croissance et de l'emploi, est arrivée la SND30, censée conduire le pays vers une transformation structurelle de l'économie et une prospérité durable. Un nouveau document, un nouveau sigle, de nouvelles ambitions et, bien entendu, de nouvelles cérémonies de lancement.

Le problème est que les réalités, elles, semblent avoir refusé de participer à la fête.

Six ans après son lancement, la SND30 est omniprésente dans les discours officiels, les rapports administratifs et les séminaires institutionnels. Mais lorsqu'on cherche ses effets dans la vie quotidienne des Camerounais, l'exercice devient plus compliqué.

Soyons justes. Des réalisations existent. Des barrages ont été construits, des infrastructures routières ont été aménagées ou réhabilitées, certains projets structurants ont été engagés. Personne ne



peut sérieusement prétendre que rien n'a été fait.

Mais une stratégie nationale de développement ne se juge pas à l'existence de quelques réalisations, aussi importantes soient-elles. Elle se juge à sa capacité à transformer durablement l'économie et à améliorer les conditions de vie du plus grand nombre.

Or, c'est précisément là que les interrogations commencent.

La SND30 promettait une transformation structurelle de l'économie. Pourtant, le Cameroun continue essentiellement d'exporter des matières premières et d'importer une grande partie des produits transformés qu'il consomme. Elle promettait une industrialisation plus poussée, mais le tissu industriel demeure fragile. Elle annonçait

une création massive d'emplois décents, alors que le sous-emploi et l'informalité restent le quotidien de millions de jeunes. Elle visait un environnement plus favorable aux entreprises, mais les PME continuent de dénoncer les difficultés d'accès au financement, à l'énergie et aux marchés.

À écouter certains discours, l'émergence serait déjà visible à l'horizon. Pourtant, il suffit de discuter avec un jeune diplômé en quête d'emploi, un entrepreneur confronté aux coûts de production ou un agriculteur qui peine à transformer sa production localement pour mesurer l'ampleur du chemin qui reste à parcourir.

Son prédécesseur, le DSCE, avait déjà laissé derrière lui un sentiment d'inachevé. On nous expliquait

alors que les objectifs n'avaient pas été pleinement atteints, mais que les leçons tirées permettraient de faire mieux. La SND30 devait être la réponse aux insuffisances du DSCE. Aujourd'hui, beaucoup se demandent si elle n'est pas en train d'en reproduire certaines limites sous une nouvelle appellation.

À ce rythme, le Cameroun risque de devenir champion du monde de la planification stratégique. Nous produisons des visions, des feuilles de route, des plans décennaux et des cadres de référence avec une remarquable constance. Les documents se succèdent. Les séminaires se multiplient. Les communiqués fleurissent. Les promesses se renouvellent.

Mais la transformation structurelle, elle, semble avoir pris un autre iti-

néraire.

La SND30 donne ainsi l'impression d'un enfant annoncé comme prodige avant même sa naissance, célébré avec enthousiasme, entouré d'immenses attentes, mais qui peine encore à quitter la maternité. Les certificats existent. Les discours aussi. Les promesses abondent. Les preuves tangibles d'une transformation profonde et durable demeurent plus difficiles à identifier.

Le développement n'est pourtant ni une affaire de slogans ni une compétition de sigles. Il se mesure à la qualité de vie des populations, aux emplois créés, aux entreprises qui prospèrent, aux industries qui émergent, à la valeur ajoutée produite localement et aux opportunités offertes à la jeunesse.

Tant que ces indicateurs resteront en décalage avec les ambitions proclamées, les Camerounais continueront d'interroger la portée réelle de la SND30.

Après tout, un pays ne devient pas émergent parce qu'il l'écrit dans un document. Il le devient lorsqu'il transforme concrètement la vie de ses citoyens.

Et pour l'instant, malgré les annonces, les plans et les promesses, la SND30 ressemble encore à ce mort-né qui peine à quitter la maternité.

CAMEROUN

Le pétrole baisse, mais l'illusion coule à flot

Par Charles Chacot CHIME

Le Cameroun vient de recevoir une nouvelle que personne ne peut sérieusement qualifier de surprise : la production pétrolière nationale est tombée à 19,4 millions de barils en 2025, contre 21,4 millions l'année précédente. C'est la deuxième année consécutive de recul, après une baisse déjà significative en 2024.

Mais comme souvent chez nous, l'information n'est pas le problème. Le problème, c'est le refus obstiné d'en tirer les conséquences.

Depuis des années, les rapports se succèdent avec la même mélodie : réserves en baisse, champs vieillissants, investissements d'exploration en recul, activité de forage limitée. Pourtant, les discours officiels continuent de donner l'impression que le Cameroun navigue sereinement vers l'émergence.

LA VÉRITÉ EST MOINS CONFORTABLE.

Notre pétrole ressemble désormais à un vieux puits dont on continue à tirer les derniers seaux en espérant que personne ne remarque qu'il se

vide.

Les réserves connues diminuent. Les investissements dans l'exploration ont chuté. Les nouveaux forages se comptent sur les doigts d'une main. Et pendant ce temps, l'État continue de dépendre fortement des revenus pétroliers pour équilibrer ses finances.

Nous sommes donc face à un paradoxe typiquement camerounais : plus la ressource s'épuise, plus nous semblons dépendre d'elle.

Le plus inquiétant n'est d'ailleurs pas la baisse actuelle de la production. Tous les pays producteurs connaissent un jour le déclin naturel de leurs champs pétroliers. Le véritable scandale réside dans l'absence de préparation.

Pendant que certains pays africains utilisent les revenus des hydrocarbures pour préparer l'après-pétrole, développer l'industrie, l'énergie ou la transformation locale, le Cameroun semble avoir utilisé une grande partie de cette manne pour alimenter l'État administratif le plus coûteux d'Afrique centrale.

Nous avons consommé la rente



plus que nous ne l'avons investie.

RÉSULTAT : LORSQUE LES BARILS DIMINUENT, LES FRAGILITÉS APPARAÎSSSENT.

Le pétrole continue certes d'alimenter les caisses publiques. La SNH annonce encore plus de 364 milliards de FCFA transférés à l'État en 2025.

Mais cette performance ressemble de plus en plus à celle d'un héritier

qui vit en vendant progressivement les meubles de famille. Les recettes entrent encore, mais le patrimoine se réduit.

Et comme si cela ne suffisait pas, le pays traverse simultanément une crise énergétique chronique. Les coupures d'électricité se multiplient. Les entreprises ralentissent leur production. Les ménages s'équipent en groupes électrogènes. Le paradoxe devient presque comique : un pays producteur d'hydrocarbures qui

peine à garantir une alimentation électrique stable à sa population.

Nous sommes assis sur du gaz, nous extrayons du pétrole, et nous vivons dans le noir.

À ce stade, il ne s'agit plus d'un problème technique. C'est une question de gouvernance.

Car le véritable gisement qui s'épuise aujourd'hui n'est peut-être pas le pétrole. C'est la capacité de l'État à anticiper.

Chaque année apporte son rapport alarmant. Chaque année confirme les mêmes tendances. Chaque année produit les mêmes promesses.

Et chaque année, le pays découvre avec étonnement ce qu'il savait déjà.

Le pétrole baisse.

Les réserves diminuent.

Les investissements ralentissent.

Les recettes s'effritent.

Mais les discours, eux, continuent de jaillir avec une abondance que même les champs de Rio Del Rey ne connaissent plus.

Au Cameroun, les barils s'épuisent. Les illusions, jamais

CIMENCAM À FIGUIL

Quand les promesses du gouvernement s'éteignent avec la lumière

L'arrêt des activités de l'usine Cimencam de Figuil n'est pas seulement une mauvaise nouvelle pour l'industrie du ciment. C'est surtout un aveu brutal de l'échec d'une gouvernance qui a fait des promesses grandioses sa principale politique publique.

Par Charles Chacot CHIME

À peine un an après son inauguration en grande pompe, présentée comme l'un des symboles de l'industrialisation du septentrion, l'usine est contrainte de suspendre sa production faute d'électricité. Dans n'importe quel pays sérieux, une telle situation provoquerait un examen de conscience au sommet de l'État. Au Cameroun, elle risque simplement d'être ajoutée à la longue liste des promesses non tenues.

Le paradoxe est saisissant. Depuis des années, les autorités multiplient les annonces triomphales sur la « révolution énergétique » en cours. Barrages, centrales, interconnexions, milliers de mégawatts annoncés, millions de nouveaux raccordements promis : le discours officiel donne l'impression d'un pays au bord de l'abondance énergétique. Pourtant, sur le terrain, une usine moderne s'arrête parce qu'il n'y a tout simplement pas assez de courant pour faire tourner ses machines. Entre les conférences internationales et la réalité de Figuil, le fossé est devenu abyssal.

Le problème n'est pas seulement technique. Il est avant tout politique. Gouverner, ce n'est pas annoncer. Gouverner, c'est prévoir. Comment des responsables qui connaissent depuis des années la dépendance du Nord au barrage de Lagdo ont-ils pu laisser la



situation se dégrader au point de mettre en péril toute une activité industrielle ? Comment peut-on encourager les investisseurs à venir s'installer dans une région sans être capable de leur garantir l'accès à l'électricité ?

Le gouvernement savait pourtant. Il savait que Lagdo vieillissait. Il savait que les capacités de production étaient insuffisantes. Il savait que la demande augmentait. Il savait que les infrastructures de transport de l'énergie étaient saturées. Malgré cela, les discours ont continué à remplacer les solutions.

Cette culture de l'annonce est devenue l'une des principales faiblesses de l'administration camerounaise. On promet des projets dont la réalisation est repoussée à l'horizon 2028, 2030 ou 2035, alors que les problèmes du présent détruisent déjà les emplois et les investissements. On inaugure des infrastructures avant même d'avoir sécurisé les conditions de leur fonctionnement durable. On préfère les effets de communication aux travaux de maintenance moins visibles mais pourtant essentiels.

L'affaire Cimencam révèle également

une autre réalité : le développement du Cameroun demeure profondément déséquilibré. Alors que d'importants projets énergétiques se concentrent dans le Sud, le Nord continue de dépendre d'infrastructures anciennes et insuffisantes. Les populations et les entreprises du septentrion sont ainsi condamnées à vivre dans l'attente perpétuelle de solutions annoncées mais rarement livrées dans les délais.

Le plus inquiétant reste le signal envoyé aux investisseurs. Quel entrepreneur acceptera de mobiliser des milliards de francs dans une région où

l'approvisionnement électrique n'est pas garanti ? Quelle crédibilité accorder aux promesses officielles lorsque même une filiale d'un groupe industriel international se retrouve paralysée par des délestages ?

Au fond, l'arrêt de Cimencam à Figuil n'est pas un accident. C'est le résultat logique d'une gouvernance qui a trop souvent confondu communication et gestion publique. Pendant que les responsables promettent l'émergence, les usines s'arrêtent. Pendant qu'ils annoncent des records de production futurs, les infrastructures existantes tombent en ruine. Pendant qu'ils parlent de milliers de mégawatts à venir, les industriels cherchent désespérément quelques mégawatts aujourd'hui.

La véritable question n'est donc plus de savoir quand arrivera l'interconnexion Nord-Sud ou quand seront construits les prochains barrages. La question est de savoir combien d'entreprises, combien d'emplois et combien d'opportunités économiques le Cameroun devra encore perdre avant que ses dirigeants comprennent qu'une promesse n'a de valeur que lorsqu'elle est réalisable.

À Figuil, la lumière s'est éteinte sur une usine. Mais c'est surtout sur la crédibilité des promesses gouvernementales qu'elle vient de projeter une lumière crue.

LE CAMEROUN INVENTE LA « SOUVERAINETÉ ÉLECTRIQUE » : UN MODÈLE UNIQUE OÙ L'ÉTAT DEVIENT LE PROPRIÉTAIRE EXCLUSIF D'UNE DETTE DE 800 MILLIARDS DE FCFA.

La lumière s'éteint, mais les dettes brillent de mille feux

Par Tshiaben Nang Mboutni

C'est le nouveau coup de génie de la politique économique de Yaoundé. En rachetant Energy of Cameroon (Eneo) pour la transformer en « Société camerounaise d'électricité (Socadel) », l'État a fièrement récupéré 95 % des parts de l'entreprise. Une superbe victoire pour la souveraineté nationale, si l'on oublie un léger détail : le cadeau bonus de 800 milliards de FCFA de dette globale qui accompagnait le contrat.

Le Fonds monétaire international (FMI), qui manque cruellement d'humour face à la créativité budgétaire camerounaise, vient de publier ses évaluations de mai 2026. L'institution s'alarme du transfert direct de ces charges colossales sur un budget national déjà asphyxié. Mais pourquoi s'inquiéter ? Le ridicule ne tue pas, et l'obscurité

non plus.

L'ART DE DÉPENSER 40 MILLIARDS POUR EN RÉCOLTER 31

Le modèle économique de Socadel frôle le génie mathématique. Chaque mois, l'entreprise facture en moyenne 40 milliards de FCFA de consommation électrique. Mais, dans un élan de générosité ou d'incompétence administrative — rayez la mention inutile —, elle ne réussit à en recouvrer que 31 milliards.

Le calcul est simple : un trou d'air mensuel de 13 milliards de FCFA entre les recettes réelles et les dépenses de fonctionnement. Pour combler ce gouffre, l'État a trouvé la solution parfaite : appliquer des tarifs inférieurs aux coûts réels de production. Une politique sociale magnifique qui garantit deux choses : des subventions publiques massives et un déficit structurel garanti à vie.

L'ÉTAT CAMEROUNAIS :



ACTIONNAIRE MAJORITAIRE ET PREMIER MAUVAIS PAYEUR

Le summum de l'ironie réside dans la liste des débiteurs de la Socadel. Sur les arriérés de paiement, les administrations publiques et collectivités territoriales doivent 3 milliards de FCFA. Les fleurons industriels et entités publiques (Alucam,

Camwater, Sonara, hôpitaux...) en rajoutent 3,5 milliards.

L'État camerounais a donc réussi l'exploit d'être à la fois le propriétaire de l'entreprise et son principal débiteur. Une double casquette schizophrénique qui vide la trésorerie de sa propre structure.

Pendant que les infrastructures

électriques continuent de vieillir sans modernisation et que les producteurs indépendants attendent leur argent, le gouvernement peut se féliciter d'avoir nationalisé le secteur. Le contrôle stratégique est total. Dommage que l'électricité, elle, reste en option.

GCE BOARD

Quand yaoundé entre par la porte, les épreuves sortent par la fenêtre

Par Charles Chacot CHIME

Les morts ne parlent pas. Heureusement pour eux. Car s'ils pouvaient s'exprimer, certains anciens responsables du Cameroun GCE Board auraient probablement demandé qu'on les laisse reposer en paix, loin du spectacle affligeant auquel assiste aujourd'hui l'opinion publique.

Le récent scandale de fuites d'épreuves qui secoue le GCE Board n'est pas seulement un problème d'examen. C'est l'illustration parfaite d'une maladie camerounaise devenue chronique : la destruction méthodique de ce qui fonctionne au nom d'une centralisation obsessionnelle.

Pendant des décennies, le GCE Board a été présenté comme un modèle de rigueur, de crédibilité et de professionnalisme. Son autonomie constituait sa principale force. Son fonctionnement s'inspirait d'une tradition administrative où la compétence et les mécanismes internes primaient sur les injonctions politiques.

PUIS VINT L'IDÉE GÉNIALE.

Puisqu'au Cameroun tout ce qui marche doit forcément être réformé jusqu'à ne plus marcher, certains ont estimé qu'il fallait rapprocher le GCE Board des méthodes administratives en vogue



à Yaoundé. Le registraire, autrefois issu d'un processus propre à l'institution, allait désormais être nommé.

ET COMME PAR HASARD, LES PROBLÈMES SE SONT MULTIPLIÉS.

Naturellement, personne n'établira officiellement un lien. Chez nous, les coïncidences sont toujours nombreuses. Les routes se dégradent après leur réception : coïncidence. Les entreprises publiques sombrent après leur politisation : coïncidence. Les concours deviennent suspects après certaines réformes : coïncidence. Les fuites d'épreuves se multiplient après la mise

sous tutelle d'une institution réputée rigoureuse : encore une coïncidence.

Le Cameroun est probablement le seul pays où l'on considère l'autonomie comme un danger et le contrôle politique comme une garantie de performance.

POURTANT, DES VOIX AVAIENT PRÉVENU.

Elles s'appelaient Tassang Wilfred, Simon Nkwenti, Victor Epie Ngome et bien d'autres défenseurs de l'esprit originel du Board. Leur inquiétude n'était ni tribale ni corporatiste. Ils avaient simplement observé ce qui se passait ailleurs.

Ils savaient qu'une institution n'est forte que lorsqu'elle protège ses mécanismes internes contre les influences extérieures.

Ils avaient vu venir le train. Mais au Cameroun, celui qui annonce l'accident est souvent considéré comme le problème.

Aujourd'hui, le résultat est sous nos yeux : des candidats traumatisés, des familles inquiètes, des enseignants démoralisés, des décisions contradictoires et une crédibilité sérieusement écornée.

Le plus ironique dans cette affaire est que ceux qui prétendaient moderniser le système ont réussi l'exploit de le fragiliser.

On suspend les examens. Puis on suspend la suspension. On publie une note. Puis une autre note contredit la première.

Pendant ce temps, les élèves, eux, découvrent une nouvelle matière non inscrite au programme : l'administration camerounaise appliquée.

Peut-être est-il temps de poser la question que beaucoup évitent : pourquoi vouloir à tout prix transformer le GCE Board en une copie administrative de structures dont les performances ne font rêver personne ?

Lorsqu'une institution produit de bons résultats, le bon sens

recommande de préserver ses fondamentaux. Au Cameroun, nous préférons souvent remplacer les fondations avant de nous étonner que la maison vacille.

Le débat dépasse largement les fuites actuelles. Il porte sur la gouvernance. Sur la confiance. Sur l'autonomie des institutions. Sur cette tendance nationale à croire que tout doit remonter à Yaoundé pour être efficace.

OR L'EFFICACITÉ NE SE DÉCRÈTE PAS PAR ARRÊTÉ MINISTÉRIEL.

Elle se construit par des procédures crédibles, des traditions éprouvées et des responsables redevables devant leur institution.

Si l'on veut véritablement sauver le GCE Board, il faudra peut-être avoir le courage de revenir à certains principes qui ont fait sa réputation. Notamment celui d'une gouvernance moins dépendante des nominations politiques et davantage fondée sur les mécanismes internes qui avaient assuré sa crédibilité pendant des décennies.

Mais cela supposerait d'admettre qu'une réforme peut être une erreur.

Et au Cameroun, c'est parfois plus difficile que d'empêcher une fuite d'épreuves.

Un Cameroun nouveau est possible.

DU COLLÈGE MONTHÉ À LA GLOIRE OLYMPIQUE

Au cameroun, le succès a toujours des croque-morts

Par la Rédaction

Au Cameroun, certaines histoires refusent de mourir. Elles changent seulement de décor, d'époque, de quartier et de victimes. Les acteurs, eux, semblent rester les mêmes : les rumeurs pressées, les jalousies silencieuses, les intérêts cachés, les foules surexcitées et cette étrange capacité nationale à condamner avant même de comprendre.

Dans les années 80, à Yaoundé, au lieu dit Briqueterie-Warda, le collège Monthé faisait figure de phénomène. Moderne, ambitieux, prospère, presque insolent dans sa réussite. Puis vint le drame. Tragique. Réel. Des vies perdues. Une émotion nationale. Mais très vite, au-delà du deuil, une autre mécanique se mit en marche : celle de la destruction totale. L'établissement fut rasé. Le promoteur broyé. Et depuis, les murmures n'ont jamais cessé : concurrence déloyale ? règlements de comptes ? intérêts inavoués ? Beaucoup continuent de croire qu'il y avait autre chose



derrière les gravats.

Quarante ans plus tard, le Cameroun a changé. Les téléphones sont devenus intelligents, mais nos réflexes collectifs semblent avoir gardé l'âge de pierre.

À Odza, autour du complexe scolaire La Gloire Olympique, une affaire grave éclate. Très grave. Des accusations. Une indignation

immédiate. Des juges improvisés. Des experts autoproclamés. Des sentences rendues sur Facebook avant même que les procédures aient le temps d'enfiler leurs chaussures.

Au Cameroun, nous avons inventé une justice plus rapide que la lumière : le tribunal du quartier numérique. Là-bas, les preuves sont facultatives, les nuances

suspectes, le doute presque criminel. Une accusation devient immédiatement un verdict ; une rumeur répétée mille fois acquiert le statut de vérité nationale.

Et pendant ce temps, personne ne pose les questions difficiles.

Pourquoi certaines institutions deviennent-elles brusquement des cibles parfaites ? Pourquoi certains succès semblent-ils insupportables dans ce pays ? Pourquoi avons-nous cette étrange passion nationale consistant à attendre qu'un arbre grandisse pour mieux organiser sa coupe publique ?

Dans ce pays, lorsqu'une structure prospère, certains admirent. D'autres applaudissent en silence. Mais beaucoup commencent déjà à chercher le bidon d'essence institutionnelle qui servira, le moment venu.

Le Cameroun est parfois un théâtre cruel : nous pleurons rarement les réussites ; nous assistons surtout avec gourmandise à leur chute.

Évidemment, cela ne signifie pas qu'une institution soit au-dessus de tout soupçon. La gravité

d'une accusation exige sérieux, rigueur et justice. Si faute il y a, qu'elle soit établie et sanctionnée avec fermeté. Mais entre justice et lynchage, il existe un monde. Entre enquête et hystérie, une civilisation entière.

Le problème de notre société n'est pas seulement l'injustice. C'est notre fascination presque malade pour les exécutions publiques. Nous détruisons d'abord, nous réfléchissons ensuite. Et parfois, des années plus tard, quand la poussière retombe, quelqu'un murmure timidement : « Peut-être qu'on s'était trompé... »

Mais au Cameroun, les réputations détruites ne ressuscitent presque jamais.

L'affaire Monthé nous a-t-elle appris quelque chose ? Rien n'est moins sûr.

Nous semblons condamnés à refaire les mêmes erreurs, avec de nouveaux noms, de nouveaux quartiers et la même certitude arrogante : celle d'avoir toujours raison avant même que la vérité n'ait eu le temps d'arriver.

AINSI VA LA RÉPUBLIQUE

Le temps des mandats sans fin

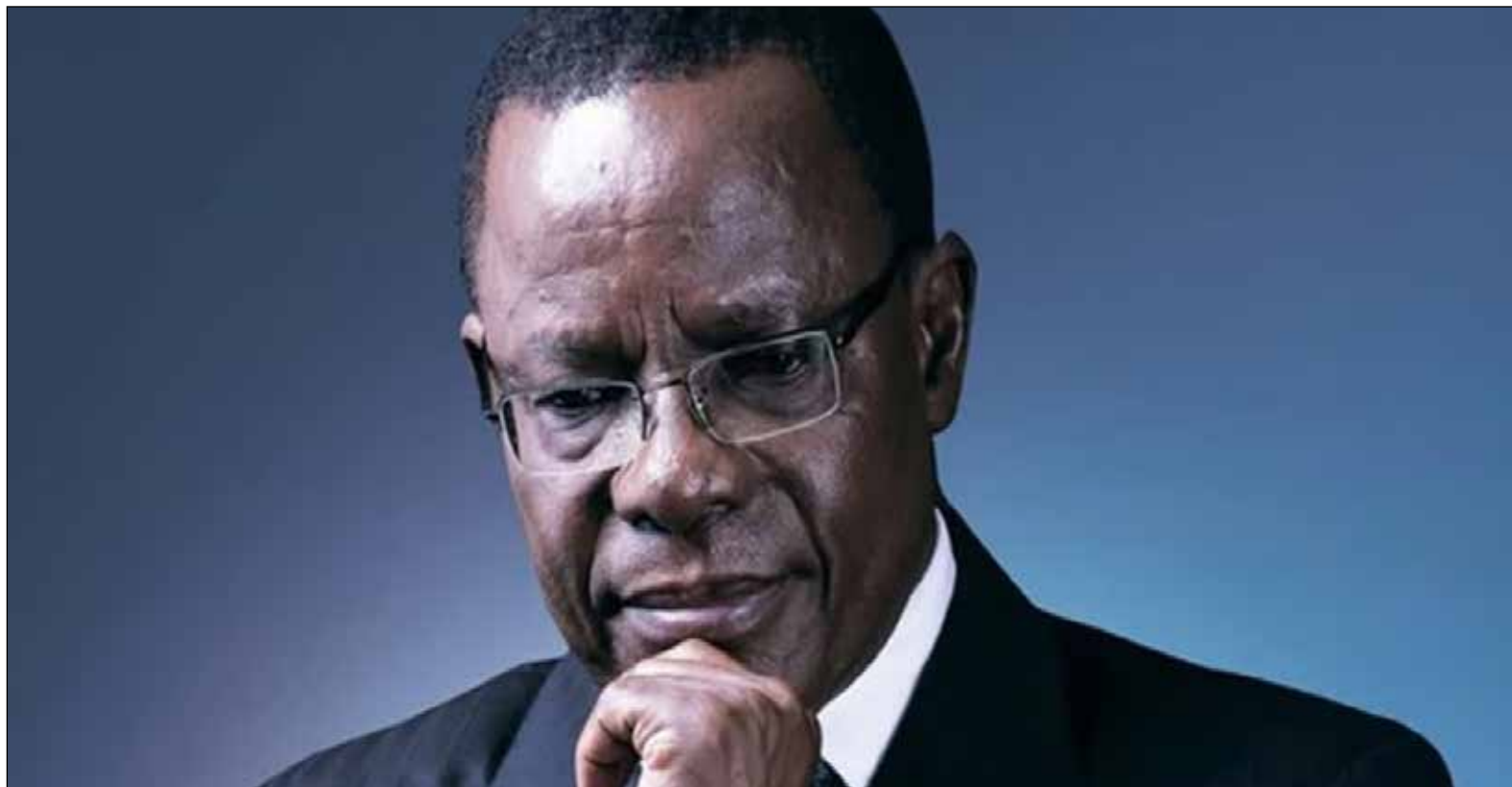
Par Charles Chacot CHIME

La sortie de Maurice Kamto sur la prorogation du mandat des conseillers municipaux aura au moins eu le mérite de remettre sur la table une question essentielle : dans notre démocratie, qui décide réellement de la durée des mandats électifs ?

Au-delà des querelles partisans et des sympathies politiques des uns et des autres, le débat soulevé mérite mieux que les habituelles invectives. Car il touche au cœur même du contrat démocratique.

Lorsqu'un citoyen vote, il ne signe pas un chèque en blanc. Il confie un mandat pour une durée déterminée. Cinq ans ne signifient ni six ans, ni sept ans. Dans toute démocratie mature, le renouvellement périodique de la légitimité populaire n'est pas une option ; c'est un principe fondamental.

Pourtant, au Cameroun, les reports et prorogations semblent être devenus une spécialité institutionnelle. Les échéances électorales arrivent, puis s'éloignent. Les mandats expirent, puis renaissent. Les exceptions se multiplient au point de donner l'impression que les calendriers électoraux



sont rédigés au crayon à papier.

La déclaration du président du MRC ne doit donc pas être lue uniquement comme une contestation juridique. Elle pose une interrogation plus profonde : jusqu'où peut-on repousser le rendez-vous entre les élus et leurs électeurs sans affaiblir le sens même du suffrage ?

Le plus préoccupant est sans doute la banalisation du phénomène. À force de proroger, on finit par considérer la

prorogation comme normale. À force de reporter, on oublie que l'élection devrait être la règle et le report l'exception.

Cette situation produit un paradoxe étonnant. Les citoyens sont régulièrement appelés à faire preuve de patience, de compréhension et de civisme. Mais la République, elle, semble avoir développé une relation compliquée avec ses propres échéances. Comme un étudiant qui demanderait chaque année un délai supplémentaire

avant l'examen, elle paraît constamment avoir besoin de temps.

Et pendant que les débats juridiques occupent les plateaux et les réseaux sociaux, les préoccupations quotidiennes des populations demeurent : routes dégradées, éclairage public défaillant, insalubrité, chômage, accès difficile aux services de base. Les citoyens attendent moins des prorogations de mandat que des prolongations de résultats.

Le véritable enjeu n'est donc pas de savoir si l'on est d'accord avec Maurice Kamto ou avec le gouvernement. Le véritable enjeu est de savoir si les règles du jeu démocratique doivent rester stables, prévisibles et respectées par tous.

Car une République où les mandats s'allongent plus facilement que les listes de réalisations est une République qui prend le risque de transformer l'exception en système.

Douala aux Doualais : et le ridicule à tout le monde

Par Charles Chacot CHIME, journaliste de veille

À Douala, certaines personnes ont trouvé une solution pour sortir du sous-développement : remplacer la compétence par l'acte de naissance. Le nouveau critère pour gouverner est d'être né à un certain endroit, et non plus de savoir faire quelque chose. C'est vraiment brillant.

Si on suit cette logique, un incompetent local vaut mieux qu'un compétent venu d'ailleurs, simplement parce qu'il est "chez lui". On ne dirige plus une ville avec des idées, mais avec un certificat d'origine. On ne construit plus une économie avec des compétences, mais avec des slogans. Bienvenue dans la politique version carte d'identité.

Pendant que certains crient "les Douala aux Doualais", la réalité continue de fonctionner sans eux. Les routes ne demandent pas l'ethnie de ceux qui les construisent. Les entreprises ne vérifient pas le village avant de créer de l'emploi. Les marchés ne filtrent pas les accents avant



de tourner. Mais dès qu'il s'agit de pouvoir, tout devient une question d'origine. C'est vraiment commode.

Prenons les choses au sérieux pendant une seconde. Si Douala devait vraiment appartenir uniquement à ceux qui s'en réclament aujourd'hui, il faudrait commencer par faire un grand tri : qui finance ? qui construit ? qui investit ? qui fait vivre l'économie

au quotidien ? Ce ne sont pas uniquement ceux qui crient le plus fort.

En réalité, cette ville, qui est la capitale économique du Cameroun, tient debout grâce à une foule de gens qu'on tolère quand ils produisent, mais qu'on voudrait écarter dès qu'ils prétendent décider. On veut leurs efforts, mais pas leur influence. Leur travail, mais pas leur voix.

Leur argent, mais pas leur légitimité. C'est du parasitisme politique maquillé en fierté culturelle.

Il faut des figures pour porter ce discours, des prophètes de circonstance qui vendent de l'identité comme d'autres vendent du carburant frelaté. Elimbi Lobe en est un exemple parfait : beaucoup de bruit, beaucoup de posture, et une solution qui consiste à fermer les portes en espérant que la maison continue de respirer. Une maison fermée finit par sentir le renfermé.

Allons plus loin. Ce discours n'est pas seulement absurde, il est dangereux. Il fabrique une illusion : celle que l'échec viendrait toujours des autres. Ce ne serait jamais un problème de gestion, jamais un problème de compétence, jamais un problème de vision. Non, toujours "les étrangers". C'est confortable, c'est paresseux, et surtout, c'est faux.

Car si demain on appliquait réellement ce principe, "les nôtres d'abord, peu importe le reste", on obtiendrait quoi ? Des institutions fermées, des talents écartés,

une compétition étouffée, bref, exactement ce qu'il faut pour ralentir une ville qui n'avait déjà pas besoin de ça. Mais au moins, chacun pourra se dire qu'il est "chez lui", même si rien ne fonctionne, même si plus rien n'avance, même si ceux qui savent faire ont été poussés dehors pendant que ceux qui savent crier ont pris les commandes.

Au fond, cette obsession de l'«autochtonie» en politique n'est pas une preuve de force. C'est un aveu, l'aveu qu'on ne veut pas rivaliser sur le terrain du mérite, l'aveu qu'on préfère changer les règles plutôt que s'élever au niveau. Alors on invente une victoire facile : éliminer la concurrence par l'origine. C'est pathétique.

Une ville ne se dirige pas avec des racines, mais avec des résultats. Et à force de vouloir transformer Douala en héritage ethnique, certains sont en train de prouver une chose : ils ne cherchent pas à la développer, ils cherchent à se l'approprier. Il y a une nuance importante à faire.

ENTRÉES DE VILLES SOUS SIÈGE

Les camions de sable et le naufrage routier

Par Tcshiaben Nang Mboutni

À l'entrée de Yaoundé, Olembé, Akak, Édéa, Yassa à Douala, un phénomène étrange mérite peut-être d'être étudié par les botanistes : les camions de sable semblent avoir développé des racines. Ils stationnent là, au bord des routes, des jours durant, parfois des semaines, avec une telle sérénité qu'on finirait par croire qu'ils paient un loyer à l'État.

Au Cameroun, les accotements routiers ont changé de vocation. Jadis conçus pour la sécurité des usagers, ils sont devenus des parkings improvisés pour gros porteurs, des salles d'attente à ciel ouvert pour camionneurs patients et des laboratoires



grandeur nature de destruction accélérée des routes.

Et les routes, parlons-en. Déjà agonisantes sous le poids des

surcharges, les voilà martyrisées par des stationnements anarchiques qui transforment l'entrée des villes en paysages

de fatigue nationale. Des chaussées éventrées, des embouteillages monstres, des risques d'accidents permanents. Mais surtout, cette impression désagréable qu'aucune autorité n'est réellement aux commandes.

Car enfin, qui gère cela ? Le ministère des Transports ? Les Travaux publics ? Les communes ? Les forces de maintien de l'ordre ? Mystère administratif camerounais : quand tout le monde est responsable, personne ne l'est vraiment.

Le plus fascinant reste le silence institutionnel. On multiplie les contrôles routiers, les pesages, les amendes, les discours sur la sécurité routière, mais aux portes des villes, des centaines

de tonnes de sable prennent tranquillement possession du domaine public, comme si le désordre avait reçu un permis d'occupation du territoire.

À ce rythme, il faudra bientôt officialiser les choses : panneau de signalisation à l'entrée des villes — « Bienvenue à Yaoundé : ici, les camions stationnent où ils veulent et les routes survivent comme elles peuvent. »

Au Cameroun, nous ne réparons plus les problèmes. Nous apprenons simplement à vivre avec eux, jusqu'au jour où ils deviennent le paysage normal de notre renoncement collectif.

Un autre Cameroun est possible. Le croyez-vous ?

VILLES SALES, VILLES MAL PENSÉES

Le développement commence dans la rue

Par Nkouassa

Il existe une manière très simple de mesurer l'état réel d'un pays.

Pas besoin de statistiques compliquées.

Pas besoin de conférences internationales.

Pas besoin même de longs discours. Il suffit parfois de marcher dans ses rues.

Une ville parle.

Elle raconte ses priorités.

Elle révèle ses habitudes.

Elle expose ses contradictions.

Et parfois, elle dévoile sans filtre ce que les discours officiels tentent de dissimuler.

Soyons honnêtes.

Combien de fois avons-nous contourné un tas d'ordures devenu un élément permanent du paysage urbain ?

Combien de fois avons-nous vu des caniveaux transformés en décharges publiques ?

Combien de fois avons-nous traversé des trottoirs occupés par tout, sauf les piétons ?

Et pourtant, nous continuons à répéter :

« Nous voulons le développement. »

Très bien.

Mais le développement commence aussi dans la rue.

Il commence dans la manière dont une ville est conçue, entretenue et respectée.

Car une ville sale n'est pas seulement un problème esthétique. C'est souvent un problème économique.

Un problème sanitaire.

Un problème culturel.



Un problème de gouvernance.

Lorsque les déchets s'accumulent, ce sont des maladies qui progressent.

Lorsque les caniveaux sont obstrués, ce sont des inondations qui se multiplient.

Lorsque l'espace public est abandonné, c'est la qualité de vie qui recule.

Mais soyons équitables.

Le problème ne se résume pas aux citoyens.

Il serait trop facile de tout leur reprocher.

Car certaines de nos villes semblent parfois avoir été pensées après avoir été construites.

Urbanisation anarchique.

Occupation désordonnée des espaces.

Absence de trottoirs.

Signalisation insuffisante.

Transports collectifs sous-développés.

Quartiers qui grandissent plus vite que les infrastructures.

Comme si la ville courait devant les urbanistes.

Le résultat est connu.

Embouteillages chroniques.

Inondations récurrentes.

Insalubrité persistante.

Déplacements difficiles.

Stress quotidien.

Prenons l'exemple des mototaxis.

Ils sont devenus indispensables à la vie urbaine. Ils transportent des milliers de travailleurs, d'étudiants, de commerçants et permettent d'accéder à des quartiers où les autres moyens de transport hésitent parfois à s'aventurer.

Mais la manière dont ils circulent

est aussi révélatrice de certains dysfonctionnements collectifs.

Contresens, dépassements audacieux, occupation anarchique des carrefours, stationnements improvisés, non-respect des feux de signalisation ou du port du casque : autant de comportements qui finissent par être considérés comme normaux.

Le plus étonnant est que chacun semble s'y être habitué.

Le piéton esquivé.

L'automobiliste anticipe.

Le passager s'accroche.

Et la ville improvise.

Pourtant, une ville moderne ne se reconnaît pas seulement à ses immeubles ou à ses échangeurs. Elle se reconnaît aussi à la manière dont ses habitants circulent, respectent les règles et partagent l'espace public.

Lorsqu'un carrefour devient un lieu où chacun invente son propre code de la route, ce n'est pas seulement un problème de circulation. C'est un indicateur du rapport qu'une société entretient avec la règle commune.

Et pourtant, nous continuons parfois à considérer ces situations comme des fatalités tropicales.

Non.

Une ville n'est pas condamnée à être sale.

Une ville n'est pas condamnée à être chaotique.

Une ville devient ce que ses dirigeants, ses concepteurs et ses habitants acceptent qu'elle devienne.

La vérité est parfois inconfortable.

Nous rêvons souvent de Kigali, de Casablanca, de Singapour ou de Dubaï.

Mais certains considèrent encore le caniveau comme une poubelle gratuite offerte par la République.

Nous dénonçons l'insalubrité.

Puis nous participons à sa production.

Nous dénonçons le désordre.

Puis nous l'alimentons par de petites transgressions quotidiennes.

Le développement n'est pas seulement une affaire de milliards.

C'est aussi une affaire de comportements.

De planification.

De discipline collective.

De respect du bien commun.

Car une route propre, un trottoir dégagé, un marché organisé ou un quartier bien entretenu produisent eux aussi de la richesse, de la santé et de la dignité.

Les grandes nations ne deviennent pas modernes uniquement grâce aux gratte-ciel.

Elles deviennent modernes lorsqu'elles apprennent à gérer correctement les choses les plus ordinaires.

Au fond, une question mérite d'être posée :

Comment prétendre construire le Cameroun de demain lorsque nous négligeons encore les espaces où nous vivons aujourd'hui ?

Un nouveau Cameroun n'est pas une illusion. C'est un choix. Et ce choix commence parfois par un geste très simple : considérer la rue comme un bien commun et non comme un territoire sans propriétaire.

Restez fidèles à cette page pour la suite de la série « Un nouveau Cameroun est possible : les blocages du développement ».

CAMEROUN : UN ÉTAT, TROIS ADMINISTRATIONS, ET ZÉRO AMPÈRE DE COHÉRENCE

Quand l'État s'électrocute lui-même et laisse le peuple dans le noir

Par Fúà Luh

La note du ministère de l'Eau et de l'Énergie aurait pu passer pour un banal communiqué technique, de ceux qu'on lit distraitement entre deux coupures de courant. Mais à bien la décoder, elle ressemble moins à une explication qu'à un diagnostic involontaire : celui d'un système énergétique qui ne dysfonctionne plus — il se contredit.

Car enfin, il faut oser le dire simplement : ce n'est pas une panne. C'est une fragmentation organisée de la puissance publique.

Un pays où l'électricité dépend de la guerre des silos

Deux producteurs thermiques majeurs, KPDC et DPDC (groupe Globeleq), se retirent partiellement du réseau. Officiellement pour des tensions de trésorerie et des comptes bloqués dans le cadre de procédures fiscales.

Traduction brute : l'administration fiscale serre la vis, les producteurs coupent le courant, et le pays s'éteint.

On appelle cela, dans le langage poli, une "difficulté de coordination interinstitutionnelle". Dans la vraie vie, cela s'appelle une autodestruction méthodique du service public.

LA CRISE N'EST PLUS



CONJONCTURELLE : ELLE EST DEVENUE UNE ROUTINE NATIONALE

Le Cameroun ne "traverse" plus une crise énergétique. Il l'habite.

Une dépendance chronique aux centrales thermiques privées

Un endettement du secteur estimé à des centaines de milliards

Un déficit structurel mensuel qui transforme chaque facture en bombe à retardement

Un réseau vieillissant, surchargé, bricolé au fil des urgences

Et au milieu de tout cela, des communiqués qui promettent invariablement un "retour à la normale dans les meilleurs délais", comme si la normale existait encore

quelque part dans les archives du système électrique.

SOCADEL : CHANGER LE NOM POUR MIEUX PROLONGER LA PANNE

La naissance de SOCADEL est présentée comme une réforme. Sur le terrain, elle ressemble surtout à un changement d'étiquette sur une machine déjà en surchauffe.

On a :

repris une dette massive,

conservé les mêmes fragilités structurelles,

et reconduit les mêmes dépendances techniques.

C'est une innovation administrative typiquement locale : croire qu'en renommant un problème, on le

résout.

UN ÉTAT SCHIZOPHRÈNE FACE À LUI-MÊME

Le cœur du paradoxe est là, presque tragique dans sa simplicité :

Le ministère de l'Énergie veut garantir la continuité du service public

L'administration fiscale veut recouvrer les dettes à tout prix

Le système financier du secteur, lui, n'absorbe plus rien

RÉSULTAT : CHACUN AGIT RATIONNELLEMENT DANS SON COULOIR... ET COLLECTIVEMENT, TOUT S'EFFONDRE.

On ne gouverne plus un système énergétique. On administre des contradictions.

Le peuple, lui, vit dans le noir, littéralement et politiquement

Pendant que les institutions se répondent par communiqués interposés, les citoyens vivent la version concrète de la crise :

entreprises à l'arrêt,

activités économiques paralysées,

hôpitaux sous tension,

ménages livrés à l'instabilité électrique permanente.

Et le plus ironique, c'est peut-être cela : la coupure n'est plus un événement. Elle devient un rythme

de vie.

Une gouvernance qui éclaire les discours et éteint les maisons

Au fond, cette crise énergétique est un miroir.

Elle reflète un mode de gouvernance où : les administrations ne se parlent qu'à travers des procédures,

la cohérence globale est un luxe,

et les effets systémiques sont toujours découverts après coup.

On produit des notes pour expliquer les coupures, mais jamais de système pour les éviter.

Gérer la pénurie comme horizon politique

Le Cameroun n'est plus seulement en crise énergétique. Il est entré dans une gestion institutionnalisée de la pénurie.

Et tant que la fiscalité, l'énergie et les finances publiques continueront à fonctionner comme des royaumes séparés, chacun défendant sa logique contre les autres, alors les délestages ne seront pas des accidents.

Ils seront la norme.

Et dans ce paysage, la véritable question n'est plus : quand reviendra la lumière ?

Mais plutôt : qui, dans ce système, a encore intérêt à ce qu'elle revienne vraiment ?

ALLOCATIONS FAMILIALES

Le Cameroun découvre soudainement qu'il est en pleine explosion démographique

Par Tshiaben Nang Mboutni

Pendant que les maternités se plaignent du manque de lits, que les écoles publiques débordent et que les statistiques officielles peinent parfois à suivre la réalité du terrain, l'État camerounais vient de faire une découverte extraordinaire : en moins de deux ans, les agents publics semblent avoir connu une fécondité digne d'un miracle biblique.

Les chiffres sont impressionnants. Entre juin 2024 et mars 2026, le nombre d'enfants déclarés pour bénéficier des allocations familiales est passé de 594 728 à 923 307. Soit une augmentation de 328 579 enfants en seulement 21 mois. Une hausse de 55 %.

À ce rythme, le Cameroun n'a pas besoin de politique nataliste. Il lui suffit d'ouvrir son fichier de paie.

Face à cette soudaine poussée démographique, le gouvernement a décidé de lancer l'Opération d'Audit des Allocations Familiales (AALFA). Traduction : l'État soupçonne que certains enfants existent davantage sur le papier



que dans les registres de l'état civil.

La question qui dérange n'est pas seulement celle de la fraude éventuelle. Elle est aussi celle du fonctionnement de notre administration.

Comment des centaines de milliers de déclarations ont-elles

pu être intégrées dans le système sans vérifications rigoureuses ?

Où étaient les contrôles ?

Où étaient les services chargés de la validation ?

Où étaient les mécanismes censés protéger l'argent public ?

Comme souvent au Cameroun,

le problème n'est découvert que lorsqu'il devient trop gros pour être ignoré.

On retrouve ici un schéma bien connu : l'État dort pendant des années, puis se réveille brutalement en annonçant une opération spéciale, un audit exceptionnel, une mission de contrôle ou une enquête nationale. C'est devenu une méthode de gouvernance.

On laisse les anomalies prospérer jusqu'à atteindre des proportions industrielles, puis on mobilise tout l'appareil administratif pour réparer ce qui aurait pu être empêché par une simple vigilance quotidienne.

L'affaire est d'autant plus révélatrice qu'elle concerne les finances publiques. Chaque enfant fictif inscrit sur les listes représente de l'argent réel sorti des caisses de l'État. De l'argent payé par les contribuables. De l'argent qui aurait pu financer une salle de classe, un centre de santé ou une route.

Le plus ironique reste toutefois la durée annoncée de l'audit : 24 mois.

Il aura donc fallu 21 mois pour voir apparaître plus de 300 000 enfants supplémentaires et il faudra encore 24 mois pour vérifier s'ils existent réellement.

Dans certains pays, on appelle cela un contrôle administratif.

Chez nous, cela ressemble davantage à une longue enquête sur la réalité biologique de la République.

Cette affaire raconte finalement beaucoup plus qu'une simple fraude aux allocations familiales. Elle raconte une administration où les systèmes de contrôle interviennent après les dégâts, jamais avant. Elle raconte une culture de gestion fondée sur la réaction plutôt que sur l'anticipation. Elle raconte surtout un État qui découvre régulièrement ses propres dysfonctionnements avec plusieurs années de retard.

Le plus inquiétant n'est peut-être pas qu'il y ait eu des enfants fictifs.

Le plus inquiétant est que personne ne sache exactement depuis quand ils vivaient dans les fichiers de l'État.

BÉNIN

Claudy Siar nommé à la culture, aux médias et à la visibilité du pays – quels enjeux réels ?

Par CCC

La nomination de Claudy Siar comme chargé de mission à la culture, aux médias et à la visibilité du Bénin suscite un intérêt qui dépasse largement le simple fait administratif. Elle pose une question plus profonde : que cherche réellement le Bénin en externalisant une partie de sa stratégie d'image à une figure médiatique internationale ?

Car derrière l'annonce, c'est bien le pays — Bénin — qui engage une réflexion stratégique sur sa place dans l'espace médiatique africain et mondial.

UNE NOMINATION QUI DIT QUELQUE CHOSE DE L'ÉPOQUE

Dans un monde où l'image est devenue une monnaie diplomatique, le choix d'un profil comme Claudy Siar n'est pas anodin. Il est connu pour ses positions panafricaines, sa maîtrise des réseaux médiatiques et sa capacité à porter des récits africains dans les espaces francophones et internationaux.

Mais cette nomination interroge : s'agit-il d'un levier de rayonnement réel ou d'un effet d'annonce ?

PREMIER ENJEU : LA DIPLOMATIE CULTURELLE COMME OUTIL DE PUISSANCE

Le premier enjeu est clair : le Bénin cherche à renforcer sa soft power.



Le pays a déjà investi ces dernières années dans :

la valorisation de son patrimoine historique (notamment autour de Ouidah),

la restitution des biens culturels,

le repositionnement touristique et culturel.

Dans ce contexte, confier une mission de visibilité à une personnalité médiatique peut accélérer la narration internationale du pays.

Mais la question reste entière : la communication peut-elle précéder durablement les politiques culturelles, ou doit-elle simplement les accompagner ?

DEUXIÈME ENJEU : LA COHÉRENCE ENTRE IMAGE ET RÉALITÉ

Le risque classique de ce type de nomination est le décalage entre la projection internationale et la réalité interne.

Un pays peut briller à l'extérieur, mais rester fragile dans :

la structuration de ses industries culturelles,

le financement des artistes locaux,

la liberté et la vitalité des médias nationaux,

la circulation interne des récits culturels.

Autrement dit, la visibilité ne peut

pas être un substitut à l'écosystème culturel lui-même.

TROISIÈME ENJEU : LA PLACE DES ACTEURS LOCAUX

Une question sensible demeure : celle de la légitimité et de la place des professionnels locaux.

Nommer une personnalité extérieure, aussi compétente soit-elle, peut être perçu comme :

une ouverture stratégique,

ou une marginalisation implicite des acteurs culturels nationaux.

Tout dépendra de la méthode :

travail en réseau ou centralisation ?

transfert de compétences ou simple représentation ?

inclusion des créateurs locaux ou mise en vitrine externe ?

QUATRIÈME ENJEU : LA BATAILLE DES RÉCITS AFRICAINS

Enfin, cette nomination s'inscrit dans une guerre plus large : celle des récits sur l'Afrique.

Qui raconte l'Afrique ? Avec quels mots ? Et surtout, depuis quel espace de pouvoir narratif ?

Le Bénin, comme d'autres États africains, tente de reprendre la main sur son storytelling. Mais la réussite dépendra moins du porte-voix choisi que de la profondeur du contenu produit.

CONCLUSION : UNE OPPORTUNITÉ SOUS CONDITION

La nomination de Claudy Siar peut être un accélérateur stratégique, à condition de ne pas devenir une simple opération de communication.

Le véritable enjeu n'est pas de "faire parler du Bénin", mais de faire en sorte que le Bénin devienne lui-même une source de narration continue, crédible et structurée.

Sinon, la visibilité risque de rester un éclat sans ancrage.

Et dans le champ culturel comme en politique, ce qui brille sans s'enraciner finit toujours par s'éteindre.

FORUM PANAFRICAIN DES MÉDIAS À BAMAKO

Vers une souveraineté narrative africaine ou simple déclaration d'intention ?

Par Nkouassa

Le Centre International des Conférences de Bamako (CICB) a servi de cadre, hier, à l'ouverture du Forum Panafricain des Médias, placé sous la présidence du Premier ministre malien, M. Abdoulaye Maïga. Dans un contexte continental marqué par de profondes mutations politiques, technologiques et informationnelles, ce rendez-vous se veut un espace de réflexion autour d'un thème aussi ambitieux que révélateur des urgences du moment : « Unir les voix, renforcer les liens entre médias africains ».

Dès cette première journée, les échanges ont donné le ton. Mais c'est surtout la conférence inaugurale de notre confrère Martin Faye qui a retenu l'attention. Sa communication, articulée et



maîtrisée, sur le thème « Médias africains à l'ère du numérique : indépendance, innovation et souveraineté narrative », a su capter l'auditoire et maintenir un niveau d'écoute rare dans ce type

de rencontre.

Au-delà de la forme, saluée par une longue standing ovation des participants — notamment des journalistes sénégalais visiblement fiers de voir l'un des leurs porter

aussi haut la réflexion médiatique africaine —, c'est le fond qui mérite d'être souligné. Martin Faye a posé, avec rigueur, les termes d'un débat devenu incontournable : celui de la capacité réelle des médias africains à produire leurs propres récits, à s'affranchir des dépendances structurelles et à innover dans un environnement numérique dominé par des plateformes globales.

À l'heure où les enjeux de désinformation, de dépendance technologique et de fragilisation économique des médias s'intensifient, la question de la souveraineté narrative n'est plus un luxe intellectuel. Elle devient une exigence stratégique. Entre aspirations affichées et réalités de terrain souvent contraignantes, le fossé demeure important, et les réponses encore fragmentées.

La prestation de Martin Faye,

que plusieurs qualifient déjà de référence, a eu le mérite de rappeler l'essentiel : sans formation solide, sans innovation locale et sans coopération renforcée entre médias africains, l'ambition d'un espace médiatique autonome restera inachevée.

Dans ce contexte, ce Forum de Bamako apparaît comme un cadre opportun, mais dont la portée réelle dépendra des engagements concrets qui en découleront. Car au-delà des applaudissements et des discours, l'enjeu est désormais clair : transformer les diagnostics en actions durables.

Chapeau à Martin Faye pour une intervention qui, au-delà de l'instant, pose des jalons pour la réflexion médiatique africaine de demain.

COUPE DU MONDE 2026

Le ballon peut attendre

Par Nyamsi

J'ai grandi avec l'idée que la Coupe du monde était l'un des rares moments où la planète oubliait ses querelles. Pendant un mois, les frontières existaient toujours sur les cartes, mais elles disparaissaient un peu dans les cœurs. Un Brésilien pouvait célébrer avec un Camerounais. Un Japonais pouvait pleurer avec un Marocain. Le football faisait ce miracle-là.

Mais à l'approche du Mondial 2026, une drôle d'impression s'installe : le ballon semble devenir secondaire.

On parle davantage de visas que de tactique.

Davantage de contrôles que de compositions d'équipes.

Davantage de frontières que de football.

L'Amérique de Donald Trump a parfaitement le droit de contrôler qui entre sur son territoire. Aucun État sérieux n'abandonne sa souveraineté. Ce n'est pas le débat.

Le débat est ailleurs.

Pourquoi vouloir accueillir le monde si c'est pour lui rappeler en permanence qu'il est suspect ?

Pourquoi organiser la plus grande fête sportive de la planète si l'on donne parfois le sentiment que les invités sont d'abord perçus comme des problèmes potentiels ?

Une Coupe du monde n'est pas un sommet sur la sécurité. Ce n'est pas une conférence sur l'immigration. C'est une célébration de l'humanité à travers le sport.

Or, plus les informations tombent, plus on a l'impression que les organisateurs veulent d'abord rassurer leurs électeurs avant d'accueillir leurs visiteurs.

Le football sert alors de décor.

La politique occupe la scène.

Et la FIFA ?

Elle regarde ailleurs.

Comme souvent lorsque les principes qu'elle proclame rencontrent les intérêts des puissants.

On nous parle d'universalité, mais certains semblent plus universels que d'autres.

On nous parle d'ouverture, mais les portes paraissent de plus en plus étroites.

On nous parle de fraternité, mais la méfiance semble devenue la langue officielle de l'événement.



Le plus triste dans cette affaire n'est même pas l'attitude de Washington.

Les États-Unis font ce qu'ils considèrent être leurs intérêts.

Le plus triste est peut-être notre résignation collective.

Nous nous habituons à tout.

À ce qu'un arbitre soit traité comme un suspect.

À ce qu'une délégation vive dans l'incertitude.

À ce que des considérations politiques viennent polluer une compétition censée rassembler

les peuples.

Comme si cela était normal.

Comme si le football devait simplement s'adapter.

Pourtant, une Coupe du monde devrait être l'inverse de tout cela.

Elle devrait être le moment où les nations se rencontrent sans se regarder avec suspicion.

Le moment où les passeports comptent moins que les maillots.

Le moment où les peuples voyagent pour se découvrir

plutôt que pour se justifier.

En 2026, le trophée sera remis à une équipe.

Mais une autre question restera posée :

Le football aura-t-il encore gagné ?

Ou aura-t-il été relégué au rang de figurant dans une gigantesque démonstration de puissance politique ?

Voilà le vrai match qui se joue avant même le coup d'envoi.

Et celui-là ne se disputera pas sur la pelouse.

COUPE DU MONDE 2026 AUX USA

L'événement qu'il faudra vite oublier

Par Nyamsi

On attendait une fête du football. On découvre progressivement une démonstration de puissance politique.

La Coupe du monde 2026 n'a pas encore livré son champion qu'elle a déjà trouvé son principal perdant : l'esprit même du sport.

Des supporters intimidés aux frontières. Des voyageurs fouillés comme des suspects. Des délégations confrontées à des procédures administratives interminables. Et désormais un arbitre international, le Somalien Omar Artan, empêché de participer à la compétition malgré sa sélection officielle par la FIFA.

Le football mondial est en train d'apprendre une leçon brutale : lorsque la politique s'assoit à la table du sport, le sport finit toujours par manger par terre.

La FIFA avait promis une Coupe du monde ouverte à tous. Les États-Unis semblent avoir compris qu'il s'agissait d'une opération



de filtrage à grande échelle. Le visa ne garantit plus l'entrée. L'accréditation FIFA ne garantit plus la participation. Le mérite ne garantit plus rien.

On croyait assister à une compétition de football. On

découvre un gigantesque exercice de souveraineté nationale.

Le message envoyé au monde est terrible : vous êtes les bienvenus... à condition que nous le décidions jusqu'à la dernière minute.

Cette Coupe du monde laissera

peut-être de belles images sur les terrains. Mais en dehors des stades, elle restera comme celle des barrières, des soupçons et des humiliations administratives.

La FIFA, elle, continue de sourire.

Elle remercie les autorités.

Elle félicite les organisateurs.

Elle célèbre des records d'audience.

Comme un orchestre qui continuerait de jouer pendant que le navire prend l'eau.

Pourtant, l'affaire Omar Artan aurait dû provoquer un électrochoc. Car si un officiel désigné par la FIFA elle-même peut être privé de compétition, alors personne n'est réellement protégé.

Le football prétend être universel.

La Coupe du monde 2026 démontre exactement le contraire.

Elle rappelle qu'il existe encore des passeports qui ouvrent toutes les portes et d'autres qui les ferment.

Des nationalités qui rassurent et

d'autres qui inquiètent.

Des voyageurs présumés bienvenus et d'autres présumés suspects.

Voilà pourquoi cette Coupe du monde risque de rester dans l'histoire.

Non comme la plus belle.

Non comme la plus innovante.

Mais comme celle qui aura montré avec le plus de brutalité que la mondialisation du football s'arrête là où commence la frontière.

Dans quelques années, on se souviendra peut-être du vainqueur.

Mais on se souviendra surtout que cette Coupe du monde avait réussi l'exploit de transformer la plus grande fête sportive de la planète en un interminable contrôle de police à ciel ouvert.

Et c'est précisément pour cela qu'elle pourrait devenir l'événement qu'il faudra vite oublier.

The collage displays multiple issues of the Cameroonian newspaper **L'ÉTENDARD**. Key headlines visible include:

- Presse morte ce lundi 04 mai 2020** (Front page, top left)
- Guilhou-Kamto la rencontre secrète** (Middle left)
- ELLES ONT INFESTÉ LES EGLISES** (Middle right)
- AU NOM DU PAIN, DU FRIC ET DU ZEN D'ESPRIT** (Bottom left)
- Plus de 300 millions extorqués chaque mois** (Bottom middle)
- MÉDICAMENT: OPACITÉ AUTOUR DE LA FIXATION DU PRIX** (Bottom right)

L'ÉTENDARD

Hebdomadaire d'enquêtes et d'informations générales

400 Fr

Lisez et Partagez !